

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

28 MAI 2013

**Proposition de résolution relative à
l'agenda de développement post-2015**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR

MM. **ANCIAUX**
ET **DE GROOTE**

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport au cours de sa réunion du 28 mai 2013.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

28 MEI 2013

**Voorstel van resolutie betreffende de
post 2015 ontwikkelingsagenda**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **ANCIAUX**
EN **DE GROOTE**

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergadering van 28 mei 2013.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Karl Vanlouwe.**Membres / Leden :**

N-VA	Patrick De Groote, Bart De Nijn, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Johan Verstreken.
sp.a	Bert Anciaux, Dalila Douifi.
Open Vld	Jean-Jacques De Gucht.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Benoit Hellings.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs, Wilfried Vandaele.
Hassan Bousetta, Jean-François Istasse, Fatiha Saïdi, Louis Siquet.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Cindy Franssen, Etienne Schouppe, Els Van Hoof.
Fatma Pehlivan, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen, Yoeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Bart Laeremans.
Zakia Khattabi, Jacky Morael.
André du Bus de Warnaffe, Bertin Mampaka Mankamba.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-2098 - 2012/2013 :**

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Talhaoui et consorts.
N° 2 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-2098 - 2012/2013 :**

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Talhaoui c.s.
Nr. 2 : Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME TALHAOUI, AUTEURE DE LA PROPOSITION DE RÉOLUTION

En 2000, la Belgique, comme la plupart des pays, a signé la Déclaration du Millénaire. À deux ans de la date butoir de 2015, qui a été fixée pour atteindre la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'ère « post-2015 » est en cours de préparation au niveau aussi bien international, européen que national. Comme le débat sur ce qui doit se passer après 2015 bat son plein, l'objet de la présente proposition de résolution est de formuler une série de recommandations à l'intention de notre gouvernement.

Nombre de réunions ont précédé le dépôt de la présente proposition de résolution, principalement des réunions du groupe de travail « Coopération au développement — OMD Post-2015 », mais aussi des réunions avec la société civile.

La proposition repose sur le constat selon lequel il reste fort à faire même si quelques objectifs ont été atteints: la mortalité maternelle reste élevée, des millions d'enfants n'ont toujours pas accès à un enseignement de qualité et la condition des femmes demeure très difficile, dans les campagnes notamment.

D'ailleurs, les OMD concernent non seulement les pays en développement, mais aussi les pays développés car, en Belgique également, la pauvreté infantile continue de croître et la violence domestique à l'égard des femmes est toujours d'actualité.

Il est demandé à notre gouvernement, dans la proposition de résolution, de présenter un programme ambitieux aux niveaux européen et international. À cet égard, il convient de transformer les OMD post-2015 en objectifs de développement durable (ODD). Le changement climatique, l'approvisionnement en énergie et en eau continuent, en effet, à gagner chaque jour en importance. Il faut, en outre, considérer davantage les OMD dans le cadre des droits de l'homme, et prévoir un accès à la justice pour en forcer le respect.

Dans le cadre du groupe de travail « Coopération au développement — OMD Post-2015 », les trois points qui ont essentiellement donné lieu à des discussions politiques sont les suivants :

— l'objectif de 0,7% du RNB pour la coopération au développement: la majorité des membres du groupe de travail s'accordait à dire qu'il fallait continuer à tendre vers cette norme internationale. Même si les gouvernements n'atteignent pas la norme en question en raison de la situation économique actuelle, mais aussi en raison de la situation dans certaines régions où il n'est pas possible d'apporter l'aide, nous devons tout de même avoir l'ambition suffisante de continuer à défendre cette norme;

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW TALHAOUI, AUTEUR VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

In 2000 heeft België, net zoals de meeste landen, de Millenniumverklaring ondertekend. Met nog twee jaren te gaan tot 2015, streefdatum voor de meeste Millenniumontwikkelingsdoelstellingen (MDG), wordt nu zowel op internationaal, Europees als nationaal niveau, het « post 2015 » tijdperk voorbereid. Omdat het debat over wat er na 2015 moet gebeuren nu volop aan de gang is, wil dit voorstel van resolutie een aantal aanbevelingen doen aan onze regering.

Aan de indiening van dit voorstel van resolutie zijn heel wat vergaderingen vooraf gegaan; in de eerste plaats de vergaderingen van de werkgroep « Ontwikkelingssamenwerking — Post 2015 MDG », maar ook met het middenveld.

Het voorstel vertrekt vanuit de vaststelling dat enkele doelen worden gehaald, maar er blijft nog heel wat te verwezenlijken: er is nog veel moedersterfte, miljoenen kinderen krijgen nog altijd geen degelijk onderwijs en vrouwen blijven het zeer moeilijk hebben, vooral dan op het platteland.

Trouwens, de MDG hebben niet alleen betrekking op de ontwikkelingslanden, maar ook op de ontwikkelde landen, want ook in ons land blijft de kindarmoede toenemen en wordt er nog steeds melding gemaakt van huiselijk geweld op vrouwen,

Het voorstel van resolutie vraagt onze regering om een ambitieus programma voor te leggen op Europees en internationaal niveau. De post 2015 MDG moeten daarbij worden omgevormd tot duurzame doelstellingen (*Sustainable Development Goals* — SDG), want klimaatverandering, energie- en waterbevoorrading, winnen elke dag verder aan belang. Daarenboven moeten de MDG meer gezien worden in een mensenrechtenkader met toegang tot justitie om de rechten af te dwingen.

Binnen de werkgroep « Ontwikkelingssamenwerking — Post 2015 MDG » leidden vooral de drie volgende punten tot politieke discussie :

— de doelstelling van 0,7% van het BNI voor ontwikkelingssamenwerking: de meerderheid van de leden van de werkgroep was het erover eens om deze internationale norm te blijven nastreven. Ook al slagen de regeringen er nu niet in om de norm te halen omwille van de huidige economische toestand, maar ook omwille van de situatie in bepaalde gebieden waar geen hulp kan geboden worden, toch moeten we voldoende ambitieus zijn om die norm te blijven verdedigen;

— le financement des OMD qui nous oblige à rechercher des instruments de financement innovants. À cet égard, il a entre autres été fait référence à la taxe sur les transactions financières, mais certains membres du groupe de travail considéraient qu'il ne fallait pas l'insérer dans le texte tant qu'elle ne serait pas une réalité au niveau européen. Mme Talhaoui signale qu'il est clairement indiqué dans les conclusions du Conseil européen des ministres de la coopération au développement du 28 mai 2013 que de nouveaux instruments financiers sont pourtant recherchés; dans ce cadre toutes les sources disponibles aux niveaux national et international seront utilisées de manière innovante;

— un cadre pour les flux financiers et commerciaux au niveau international axé sur le commerce équitable et une distribution équitable des moyens.

Mme Talhaoui commente ensuite la proposition de résolution.

Les considérants rappellent que chaque citoyen du monde a droit au développement, comme le prévoient la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres accords internationaux et conventions relatives aux droits de l'homme. Ce droit au développement n'est cependant pas concrétisé pour une grande partie de la population mondiale. Il en va ainsi, par exemple, du droit des enfants à l'enseignement ou du droit des femmes à s'instruire. Les inégalités croissantes entre les pays et au sein de ceux-ci entravent fortement la réalisation du droit au développement. À cela s'ajoute le fait que les dommages environnementaux touchent surtout des pays en développement, alors que ceux-ci en sont pourtant les moins responsables.

Les OMD adoptés en 2000 n'ont trouvé qu'une réalisation partielle.

Dans la proposition de résolution, il est ensuite question de l'importance de la santé et des droits reproductifs, de la lutte contre le VIH/sida, des mutilations génitales, des soins de santé de qualité et de l'autonomisation des femmes et des filles. L'égalité des genres est un droit fondamental, mais aussi la condition *sine qua non* pour que puisse être réalisé un développement socioéconomique juste et durable. La dernière commission de la condition de la femme a constaté que des réflexes conservateurs faisaient reculer les droits des femmes dans certaines régions du monde. La situation des femmes à la campagne est particulièrement pénible: les terres ne sont pas réparties équitablement et si les femmes peuvent travailler aux champs, elles ne récoltent pas les fruits de leur travail.

La proposition de résolution se réfère ensuite à la réglementation existante concernant le cadre pour le développement et la coopération internationale au niveau national, européen et international (point N des considérants) et surtout à la loi du 19 mars 2013 relative à la coopération au développement qui vise à

— de financierung van de MDG die ons ertoe noopt op zoek te gaan naar innovatieve financieringsinstrumenten. Daarbij werd onder meer verwezen naar de financiële transactietaks, maar sommige leden van de werkgroep wenst dit niet in de tekst op te nemen zolang de taks geen realiteit is op Europees niveau. Mevrouw Talhaoui merkt hier op dat in de conclusies van de Europese Raad van de ministers van Ontwikkelingssamenwerking van 28 mei 2013 duidelijk vermeld wordt dat men toch nieuwe financiële instrumenten zoekt, waarbij alle beschikbare bronnen op nationaal en internationaal vlak op innovatieve manier worden aangeboord;

— een kader voor de financiële en handelsstromen op internationaal niveau, waarbij de eerlijke handel en een eerlijke verdeling van de middelen centraal staan.

Mevrouw Talhaoui geeft vervolgens een overzicht van het voorstel van resolutie:

De considerans stelt dat elke wereldburger recht heeft op ontwikkeling, zoals dat is vastgelegd in de Universele Verklaring van de rechten van de mens en andere internationale akkoorden en mensenrechtenverdragen. Dat recht op ontwikkeling wordt echter voor een groot deel van de wereldbevolking niet gerealiseerd, zoals het recht van kinderen op onderwijs, het recht van vrouwen om zich te ontwikkelen. De groeiende ongelijkheid tussen en binnen landen bemoeilijkt de realisatie van het recht op ontwikkeling sterk. Daarbij komt dat de milieuschade vooral ontwikkelingslanden treft, die er nochtans het minst verantwoordelijk voor zijn.

De in 2000 vastgestelde MDG worden slechts gedeeltelijk gerealiseerd.

Verder wordt gewezen op het belang van reproductieve gezondheid en rechten, de strijd tegen HIV/aids, genitale mutilatie en kwaliteitsvolle gezondheidszorgen en *empowerment* van vrouwen en meisjes. Gendergelijkheid is een fundamenteel recht, maar ook de noodzakelijke voorwaarde om de sociale en economische ontwikkeling op een rechtvaardige en duurzame wijze te realiseren. De laatste *Commission on the Status of Women* stelde vast dat door een conservatieve reflex de rechten van de vrouw in sommige delen van de wereld achteruit gaan. Vooral de situatie van vrouwen op het platteland is schrijnend: de gronden worden niet gelijk verdeeld en vrouwen mogen dan wel op het land werken, maar krijgen de merites van hun arbeid niet.

Vervolgens verwijst het voorstel van resolutie naar de bestaande reglementering inzake het kader voor ontwikkeling en internationale samenwerking op nationaal, Europees en internationaal niveau (punt N van de considerans), en vooral naar de wet betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking van

améliorer l'efficacité de la coopération au développement, tout comme les principes d'Accra et de Paris qui visent à accroître la participation et l'appropriation des pays en développement.

En ce qui concerne les compétences de l'autorité fédérale et des entités fédérées en matière de coopération au développement et de développement durable, on évolue vers plus de cohérence.

Comme cela a déjà été souligné précédemment, la Belgique, comme de nombreux autres États membres de l'OCDE et de l'UE, ne remplit pas l'objectif prévoyant d'affecter 0,7% de son RNB à l'aide au développement. Seulement quatre États membres de l'UE (Danemark, Luxembourg, Pays-Bas et Suède) ont réalisé cet objectif.

Dans la proposition de résolution, il est demandé au gouvernement :

— de mener une politique de développement cohérente et de consacrer effectivement à l'aide publique au développement 0,7% du RNB, comme le prévoit la loi relative à la coopération au développement;

— de contribuer de manière proactive à la formulation d'un nouveau cadre pour le développement et la coopération internationale après 2015. Ce cadre doit présenter un lien plus étroit avec les droits de l'homme (et tenter de trouver des moyens juridiques efficaces pour en imposer le respect), être axé explicitement sur le renforcement de l'égalité et de la durabilité, et accorder une attention particulière à l'égalité des genres. Ce cadre doit tenir compte explicitement des besoins des enfants, des femmes et des groupes qui sont fréquemment victimes de discrimination ou d'exclusion, et tenir compte de façon égale des trois dimensions du développement durable (économique, sociale et écologique). L'accès à l'eau est particulièrement important à cet égard;

— de prévoir un financement adéquat en vue d'une mise en œuvre efficace du cadre OMD post 2015, ce qui suppose un calcul correct des coûts, le respect intégral des accords et des engagements en ce qui concerne la coopération au développement et le financement de la lutte contre le changement climatique, ainsi que le recours à des instruments de financement innovants;

— de plaider pour une politique cohérente qui incite les acteurs économiques et financiers à respecter les normes de diligence raisonnable de l'OCDE ainsi que les principes directeurs du cadre «Ruggie» de l'ONU qui tiennent compte de l'intérêt des populations et du respect des droits humains. Les conclusions du Conseil européen sont une bonne nouvelle à cet égard, car on a pu constater que les pays de l'UE ont l'ambition de rassembler les moyens nécessaires.

19 maart 2013 die erop gericht is de doelgerichtheid van de ontwikkelingssamenwerking te verhogen en rekening te houden met de principes van Accra en van Parijs om de ontwikkelingslanden meer zeggenschap en *ownership* te geven.

Wat de bevoegdheden inzake ontwikkelingssamenwerking en duurzame ontwikkeling van de federale overheid en van de deelstaten betreft, moet men evolueren naar meer congruentie.

Zoals hierboven reeds aangehaald, slaagt België, zoals veel andere lidstaten van de OESO en de EU, er niet in de doelstelling om 0,7% van het BNI te besteden aan ontwikkelingshulp. Slechts vier EU-lidstaten (Denemarken, Luxemburg, Nederland, Zweden) halen deze doelstelling wel.

In het voorstel van resolutie wordt dan aan de regering gevraagd :

— een coherent ontwikkelingsbeleid te voeren en om 0,7% van het BNI aan ontwikkelingssamenwerking toe te wijzen, zoals de wet op de ontwikkelingssamenwerking voorziet;

— proactief bij te dragen tot de formulering van een nieuw kader voor ontwikkeling en internationale samenwerking na 2015. Dat kader moet sterker gelinkt worden aan de mensenrechten (en zoeken naar efficiënte rechtsmiddelen om die rechten af te dwingen), uitdrukkelijk gericht zijn op het vergroten van de rechtsgelijkheid en duurzaamheid en bijzondere aandacht besteden aan gendergelijkheid. Er moet expliciet rekening gehouden worden met de noden van kinderen, vrouwen en vaak gediscrimineerde of uitgesloten groepen en de drie dimensies van duurzame ontwikkeling (economisch, sociaal en ecologisch) moeten evenwaardig aan bod komen. Vooral de toegang tot water is hier essentieel;

— een adequate financiering te voorzien voor een goede uitvoering van het MDG post 2015 kader, hetgeen een adequate kostenberekening impliceert, het volledig nakomen van afspraken en engagementen met betrekking tot ontwikkelingssamenwerking en klimaatfinanciering, alsook het gebruik van innovatieve financieringsinstrumenten;

— te pleiten voor een coherent beleid dat alle actoren (economische en financiële) ertoe aanzet om alle normen te respecteren inzake due diligence van de OESO en de principes het «Ruggie»-kader van de VN die rekening houden met de belangen van de bevolking en met de mensenrechten. De conclusies van de Europese Raad zijn hier goed nieuws want we merken dat de EU landen ambitieus zijn om de noodzakelijke middelen te verzamelen;

Il est d'une importance capitale que la Belgique mette aussi effectivement à profit son expertise en ce qui concerne la protection sociale et le droit à un travail décent, les droits sociaux, économiques et culturels, la santé, l'eau et les équipements sanitaires ainsi que l'éducation, afin d'élaborer un cadre efficace pour les OMD de l'après-2015.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme Sleurs se réjouit qu'une résolution commune sera adoptée, au-delà des clivages des partis, sur la base du travail fourni par le groupe de travail «Coopération au développement — OMD post 2015».

M. Hellings se félicite du fait qu'on soit parvenu à une résolution qui transcende les clivages opposition — majorité sur un thème d'une telle importance. L'orateur déplore le fait que l'objectif du 0,7 % du PIB pour le financement de la coopération au développement n'ait pas été atteint en Belgique. L'intervenant se réfère à la proposition de résolution de M. Morael et consorts du 11 octobre 2012 demandant l'instauration au niveau européen des droits sociaux et environnementaux dans le Code des douanes communautaire (doc. Sénat, n° 5-1807/1). Cette proposition de résolution lance une nouvelle forme de financement innovant qui consiste à affecter les résultats de la taxe douanière à la coopération au développement.

La représentante du ministre de la Coopération au développement rappelle le colloque du 14 mars 2013 du groupe de travail «Coopération au développement — Post 2015 MDG's», lors duquel ministre de la Coopération au développement, avait exprimé son appréciation au sujet des recommandations du groupe de travail sur l'agenda de développement post 2015.

L'oratrice se réfère aux conclusions du Conseil de l'Union européenne des ministres de la Coopération au développement sur le cadre post 2015, adoptées le 28 mai 2013. Dans le courant du mois de juin 2013, les ministres de l'environnement ainsi que le Conseil des Affaires générales vont adopter les mêmes conclusions. De cette manière, la position européenne sera fixée en vue du sommet des Nations unies sur les post 2015 MDG en septembre 2013. Beaucoup de dispositions de la proposition de résolution se trouvent aussi dans ces conclusions. La responsabilisation des différents acteurs dans le nouveau cadre post 2015 revêt un caractère essentiel.

L'oratrice se réfère au point 17, c), de ces conclusions qui prévoit que : « *There is a need for a common and comprehensive approach to financing for development beyond 2015. It will be important to address, in a coherent and comprehensive manner, relevant international processes relating to finance, role of*

Het is van groot belang dat België, haar expertise inzake waardig werk en sociale bescherming, sociale, economische en culturele rechten, gezondheid, water en sanitaire voorzieningen en onderwijs, ook daadwerkelijk gebruikt voor het uitbouwen van een efficiënt post 2015 MDG-kader.

III. ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw Sleurs verheugt er zich over dat er een gezamenlijke resolutie zal worden aangenomen over de partijgrenzen heen, op basis van het werk geleverd door de werkgroep «Ontwikkelingssamenwerking — post 2015 MDG».

Het verheugt de heer Hellings dat men over een zo belangrijk thema tot een resolutie is gekomen die de tegenstelling oppositie-meerderheid overstijgt. Spreker betreurt het feit dat de doelstelling van 0,7 % van het BNI voor de financiering van ontwikkelingsamenwerking niet werd gehaald in België. Spreker verwijst naar het voorstel van resolutie van de heer Morael c.s. van 11 oktober 2012 waarin wordt gevraagd sociale en milieurechten op Europees niveau in te stellen in het Douanewetboek (stuk Senaat nr. 5-1807/1). Dat voorstel van resolutie lanceert een nieuwe vorm van innovatieve financiering die erin bestaat de opbrengst van de douanerechten voor de ontwikkelingsamenwerking te bestemmen.

De vertegenwoordigster van de minister van Ontwikkelingssamenwerking herinnert aan het colloquium van 14 maart 2013 van de werkgroep «Ontwikkelingssamenwerking — Post 2015 MDG's», tijdens hetwelk de minister van Ontwikkelingssamenwerking zijn tevredenheid had geuit over de aanbevelingen van de werkgroep over de post 2015 ontwikkelingsagenda.

Spreekster verwijst naar de conclusies van de Raad van ministers van Ontwikkelingssamenwerking van de Europese Unie over het post 2015-kader, die op 28 mei 2013 werden goedgekeurd. In de loop van de maand juni 2013 zullen de ministers van milieu en de Raad Algemene Zaken dezelfde conclusies goedkeuren. Op die manier zal het Europese standpunt worden bepaald met het oog op de top van de Verenigde Naties over de post 2015 MDG in september 2013. Heel wat bepalingen van het voorstel van resolutie staan ook in de conclusies. Verantwoordelijk gedrag van de diverse spelers binnen het nieuwe post 2015-kader is van essentieel belang.

Spreekster verwijst vervolgens naar punt 17, c), van die conclusies, dat het volgende bepaalt : « *There is a need for a common and comprehensive approach to financing for development beyond 2015. It will be important to address, in a coherent and comprehensive manner, relevant international processes relating*

ODA, innovative sources of financing, financial regulation and illicit financial flows, technology transfer, capacity building, trade and those processes undertaken in the context of climate change, biodiversity and desertification. It will also be important to bear in mind the outcome from Rio +20 on a process proposing options for a financing strategy for sustainable development.»

Dans ce paragraphe, l'attention est attirée sur le *Official Development Aid* (ODA) ou l'Aide publique au développement (APD). Bien que l'APD ne représente aujourd'hui qu'une partie minoritaire des flux financiers, par comparaison avec la situation d'il y a trente ans, elle reste importante. De plus, il faut être attentif à la mise en place des sources novatrices de financement du développement ainsi qu'à un système de régulation des flux économiques et financiers, dont les flux illicites qui passent par les paradis fiscaux. Ceci constitue un dispositif qui permet de s'atteler à la mise en œuvre du nouveau cadre ODM post 2015

Mme Arena fait observer que la présente proposition de résolution regroupe le maximum des points de vues des membres de la commission. Elle s'inscrit dans le cadre d'une approche générale de ce thème qui va bien au-delà de l'approche partisane.

IV. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

Considérants

Point *Gbis* (nouveau)

Mme Arena et consorts déposent l'amendement n° 1, qui vise à insérer un point *Gbis*, nouveau, rédigé comme suit: « considérant les conclusions du Conseil de l'Union européenne «*Framework Post 2015*» du 28 mai.

À cet égard, Mme Talhaoui renvoie encore une fois au point 17 *c*) des conclusions du 28 mai 2013 qui se montrent ambitieuses au niveau de la recherche d'instruments financiers innovants. Notre pays ne saurait être moins ambitieux en la matière et doit donc chercher ces moyens.

Dispositif

Point 2

Mme Arena et consorts déposent ensuite l'amendement n° 2, qui vise à compléter le point 2, m, par les mots: « et une lutte contre les flux financiers illicites ».

to finance, role of ODA, innovative sources of financing, financial regulation and illicit financial flows, technology transfer, capacity building, trade and those processes undertaken in the context of climate change, biodiversity and desertification. It will also be important to bear in mind the outcome from Rio +20 on a process proposing options for a financing strategy for sustainable development.»

In die alinea wordt de aandacht gevestigd op de *Official Development Aid* (ODA) of de officiële ontwikkelingshulp. Hoewel de officiële ontwikkelingshulp vandaag, in vergelijking met de toestand dertig jaar geleden, slechts een klein deel van de geldstromen vertegenwoordigt, blijft ze belangrijk. Tevens moet men aandacht hebben voor het ontstaan van vernieuwende financieringsbronnen voor ontwikkeling, alsook voor een systeem om de economische en financiële stromen te regelen, waaronder de onwettige stromen die langs belastingparadijzen lopen. Dit is een tekst waarmee men werk kan maken van de toepassing van het nieuwe post 2015 MDG's-kader.

Mevrouw Arena wijst erop dat dit voorstel van resolutie een maximum aan standpunten van de commissieleden samenbrengt. Ze is het eens met een algemene aanpak van dit thema, die verder reikt dan de partijgebonden aanpak.

IV. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

Considerans

Punt *Gbis* (nieuw)

Mevrouw Arena c.s. dienen het amendement nr. 1 in om een nieuw punt *Gbis* in te voegen dat luidt als volgt: « gelet op de besluiten van de Raad van de Europese Unie, «*Framework Post 2015*» van 28 mei 2013; ».

Mevrouw Talhaoui verwijst in dit verband nogmaals naar punt 17 *c*) van de conclusies van de Europese Raad van 28 mei 2013 waar ambitieus wordt omgegaan met de zoektocht naar innovatieve financiële instrumenten. Ons land kan in deze niet minder ambitieus zijn en moet dus ook op zoek gaan naar die middelen.

Dispositief

Punt 2

Mevrouw Arena c.s. dienen vervolgens het amendement nr. 2 in dat ertoe strekt het punt 2, m aan te vullen met de woorden: « en de bestrijding van ongeoorloofde geldstromen ».

V. VOTES

Les amendements n^{os} 1 et 2 sont adoptés à l'unanimité des 10 membres présents.

La proposition de résolution amendée est adoptée à l'unanimité des 10 membres présents.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteurs,

Bert ANCIAUX.

Patrick DE GROOTE.

Le président,

Karl VANLOUWE.

*
* *

Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n^o 5-2098/4 — 2012/2013).

V. STEMMINGEN

De amendementen nrs. 1 en 2 worden eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Het geamendeerde voorstel van resolutie wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,

Bert ANCIAUX.

Patrick DE GROOTE.

De voorzitter,

Karl VANLOUWE.

*
* *

Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat nr. 5-2098/4 — 2012/2013).